

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1980 B 00523

Numéro SIREN : 542 069 158

Nom ou dénomination : BASF FRANCE SAS

Ce dépôt a été enregistré le 20/07/2021 sous le numéro de dépôt 38751



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

BASF France S.A.S.

***Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2020
BASF France S.A.S.

49, avenue Georges Pompidou - 92593 Levallois-Perret Cedex

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

BASF France S.A.S.

49, avenue Georges Pompidou - 92593 Levallois-Perret Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'associé unique de la société BASF France S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BASF France S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de droit
anglais ("private company limited by
guarantee").

Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels qui vous sont adressés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 14 juin 2021

KPMG S.A.

Didier Oger

Associé

2020

 **BASF**

We create chemistry

COMPTES ANNUELS

SAS BASF FRANCE SAS
49 Avenue Georges Pompidou
LEVALLOIS PERRET – France

SIREN : 542069158

EXERCICE CLOS LE 31/12/2020

I. BILAN AU 31/12/2020

A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	29 680 712	29 147 498	533 214	597 922
Fonds commercial	158 524 306	35 264 472	123 259 834	144 827 401
Autres immobilisations incorporelles	8 743		8 743	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	0		0	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	16 561 012		16 561 012	17 511 825
Constructions	152 316 363	137 295 410	15 020 953	19 209 969
Installations techniques, mat. et outillage	89 556 732	73 358 576	16 198 156	24 699 720
Autres immobilisations corporelles	22 774 720	18 690 799	4 083 921	4 135 219
Immobilisations en cours	8 326 655		8 326 655	2 731 886
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 125 701 012	116 746 849	1 008 954 162	375 813 975
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	254 990		254 990	388 862
Autres immobilisations financières	369 605		369 605	360 490
ACTIF IMMOBILISE	1 604 074 847	410 503 603	1 193 571 243	590 277 267
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	8 888 562		8 888 562	9 065 460
En-cours de production de biens	931 695		931 695	1 043 095
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	13 254 973	473 634	12 781 339	17 885 174
Marchandises	28 958 807	716 816	28 241 991	28 908 877
Avances, acomptes versés sur commandes	86 583		86 583	200 111
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	291 765 151	261 512	291 503 638	139 007 006
Autres créances	27 283 141		27 283 141	236 759 616
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (Donc actions propres) :				
Disponibilités	0		0	226 840
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	9 342 598		9 342 598	7 264 432
ACTIF CIRCULANT	380 511 511	1 451 962	379 059 549	440 360 610
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	60 321		60 321	78 637
TOTAL GENERAL	1 984 646 679	411 955 566	1 572 691 113	1 030 716 514

B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2020	Exercice 2019
Capital social ou individuel (dont versé : 264 338 181)	264 338 181	94 335 981
Primes d'émission, de fusion, d'apport	182 292 327	182 292 327
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	9 433 598	9 433 598
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	8 536 711	8 536 711
Report à nouveau	15 442 689	223 304
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	94 643	15 219 385
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	10 118 461	10 575 367
CAPITAUX PROPRES	490 256 610	320 616 673
Produits des émissions de titres participatifs	337 000 000	337 000 000
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES	337 000 000	337 000 000
Provisions pour risques	5 960 456	6 514 896
Provisions pour charges	54 655 132	54 542 399
PROVISIONS	60 615 588	61 057 295
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	203 592 248	37 022 566
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	103 076	194 762
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	313 960 338	185 109 338
Dettes fiscales et sociales	45 683 000	59 026 970
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	121 457 889	30 607 813
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	18 741	
DETTES	684 815 291	311 961 449
Ecarts de conversion passif	3 624	81 097
TOTAL GENERAL	1 572 691 113	1 030 716 514

II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2020

Rubriques	Exercice 2020			Exercice 2019
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	1 036 677 344	44 560 765	1 081 238 109	440 886 245
Production vendue de biens	62 148 607	120 432 999	182 581 605	270 055 040
Production vendue de services	19 509 009	40 915 728	60 424 737	95 024 880
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 118 334 960	205 909 492	1 324 244 451	805 966 166
Production stockée			-5 185 799	270 509
Production immobilisée			628 824	499 493
Subventions d'exploitation			82 427	34 114
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			20 940 563	21 417 789
Autres produits			2 626 175	3 253 007
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 343 336 640	831 441 077
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			911 172 533	324 546 101
Variation de stock (marchandises)			708 532	-14 832 627
Achats de matières premières et autres approvisionnements			83 241 230	131 285 946
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			176 897	1 315 248
Autres achats et charges externes			150 179 939	148 733 424
Impôts, taxes et versements assimilés			15 938 276	13 080 898
Salaires et traitements			70 822 589	81 116 798
Charges sociales			52 378 725	57 603 882
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			8 020 682	9 640 570
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 249 484	1 345 024
Dotations aux provisions			6 569 944	10 701 528
Autres charges			10 960 785	11 084 543
CHARGES D'EXPLOITATION			1 311 419 616	775 621 336
			RESULTAT D'EXPLOITATION	31 917 023
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			95 373	32 607 134
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			32 861	45 550
Autres intérêts et produits assimilés			9 606	64 613
Reprises sur provisions et transferts de charges			52 906	32 496 971
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			24 423 417	54 075 742
Dotations financières aux amortissements et provisions			2 737 902	19 717 788
Intérêts et charges assimilées			21 685 515	34 357 954
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			RESULTAT FINANCIER	-24 328 044
				-21 468 608

RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	7 588 979	34 351 133
PRODUITS EXCEPTIONNELS	106 702 567	4 948 970
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	5 728 154	280 868
Produits exceptionnels sur opérations en capital	95 426 912	3 650 317
Reprises sur provisions et transferts de charges	5 547 502	1 017 784
CHARGES EXCEPTIONNELLES	105 305 772	12 592 413
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 630 422	115 070
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	66 939 476	3 200
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	32 735 874	12 474 143
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 396 795	-7 643 443
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 990 559	
Impôts sur les bénéfices	6 900 571	11 488 305
TOTAL DES PRODUITS	1 450 134 580	868 997 182
TOTAL DES CHARGES	1 450 039 936	853 777 797
BENEFICE OU PERTE	94 643	15 219 385

III. ANNEXE

1.	FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	8	<i>Tableau des amortissements.....</i>	18	
2.	EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE.....	9	<i>Provision pour dépréciation des immobilisations.....</i>	18	
3.	REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	10			
1.1.	IMMOBILISATIONS.....	10	4.1.	19	
3.1.	11		4.2.	IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	19
	<i>Immobilisations incorporelles.....</i>	11	4.3.	COMPTES DE STOCKS DE MARCHANDISES ET DE TRAVAUX EN COURS.....	19
	<i>Immobilisations corporelles.....</i>	12	4.4.	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES.....	20
	<i>Immobilisations financières.....</i>	12	4.5.	ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES.....	20
	<i>Amortissements dérogatoires.....</i>	13	4.6.	CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES ...	21
3.2.	EVALUATION DES STOCKS.....	13	4.7.	PRODUITS A RECEVOIR.....	21
	<i>Dépréciation des stocks.....</i>	13	4.8.	COMPTES DE REGULARISATION.....	21
3.3.	CREANCES ET DETTES.....	13		<i>Charges constatées d'avance.....</i>	21
	<i>Créances Clients et Comptes rattachés.....</i>	13		<i>Ecarts de conversion.....</i>	22
	<i>Autres Créances.....</i>	14	4.9.	CREANCES CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES.....	22
3.4.	PROVISIONS REGLEMENTEES.....	14	5.	INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF.....	23
	<i>Amortissements Dérogatoires.....</i>	14	5.1.	CAPITAUX PROPRES.....	23
	<i>Provision pour Hausse de Prix.....</i>	14	5.2.	ETAT DES PROVISIONS.....	23
3.5.	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.....	14		<i>Provisions pour risques.....</i>	23
	<i>Remise de fin de Campagne et accord Commercial.....</i>	15		<i>Provisions pour charges.....</i>	24
	<i>Provision Environnementale.....</i>	15		<i>Provision pour dépréciation des immobilisations.....</i>	24
	<i>Chiffre d'affaires.....</i>	16		<i>Provision amortissements dérogatoires ...</i>	24
	<i>Integration Fiscale.....</i>	16		<i>Provisions pour dépréciation des stocks..</i>	25
	<i>Information sur la rémunération de dirigeants.....</i>	16		<i>Provisions pour dépréciation des créances.....</i>	25
	<i>Autres Fonds propres.....</i>	16	5.3.	ETATS DES ECHEANCES DES DETTES.....	26
3.6.	DEROGATIONS AUX PRINCIPES GENERAUX.....	16	5.4.	CHARGES A PAYER.....	27
4.	INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF.....	17	5.5.	DETTES SUR LES ENTREPRISES LIEES.....	27
4.1.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLE.....	17	6.	INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	28
	<i>Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice.....</i>	17	6.1.	VENTILATION DU MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES.....	28
			6.2.	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION.....	28
			6.3.	REMUNERATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES.....	28
			6.4.	RESULTAT FINANCIER.....	29
			6.5.	RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	30

<i>Détail des charges exceptionnelles</i>	30	7.3. LISTE DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS	35
<i>Détail des produits exceptionnels</i>	31	7.4. REMUNERATION DES ORGANES	
6.6. TRANSFERTS DE CHARGES	31	D'ADMINISTRATION	36
6.7. IMPOT SUR LES BENEFICES	32	7.5. ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS-BILAN.....	36
<i>Ventilation de l'impôt sur les bénéfices</i>	32	<i>Engagements donnés</i>	36
<i>Fiscalité différée</i>	33	<i>Engagements reçus</i>	36
7. INFORMATIONS DIVERSES.....	34	7.6. ENGAGEMENTS SUR LE PERSONNEL	37
7.1. EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL SALARIE	34	<i>Engagement Retraites et Avantages</i>	
7.2. IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANTE...34		<i>Similaires</i>	37
		<i>Hypothèses Utilisées</i>	37

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Changement du modèle de distribution du groupe BASF (Project Switch)

Afin de se conformer aux nouvelles règles édictées par l'OCDE (l'Organisation de Coopération et de Développement Economique), la société BASF France a adapté son modèle de distribution en France au 1^{er} janvier 2020. Depuis cette date, l'entité juridique du groupe BASF agissant comme vendeur en France est désormais toujours BASF France. Par conséquent, toutes les commandes passées depuis le 1^{er} janvier 2020 inclus, sont réceptionnées, exécutées et facturées directement par BASF France.

Augmentation du capital

En date du 9 décembre 2019, l'associé unique a décidé de porter son capital social à la somme de 264 338 181 euros. Le Président a réalisé cette augmentation de capital le 10 janvier 2020.

Achat des actions de la Société SCULPTEO SAS

En date du 21 juillet 2020, la société BASF France SAS a acheté la totalité des actions de la société SCULPTEO SAS à la société BASF New Business GmbH pour un montant de 25 277 246,72 €.

Achat des actions de la société Performance Polyamides SAS

En date du 31 janvier 2020, BASF France SAS a acquis auprès de la société Rhodia Opérations SAS la totalité des actions de la société Performance Polyamides SAS pour un montant de 607 863 941 €.

Division EB « Construction Chemicals »

En date du 30 juin 2020, BASF France SAS a fait apport de sa branche complète et autonome d'activité EB à sa filiale « Master Builders Solutions France SAS ».

Le 30 septembre 2020, BASF France SAS a cédé la totalité des actions de sa filiale Master Builders Solutions France SAS à la société LSF11 Skyscraper France pour un montant de 45 051 607 €.

COVID-19

L'activité de la société a été impactée par la pandémie Covid-19 survenue en début d'année 2020 et qui s'est poursuivie jusqu'à la date d'arrêt des comptes, ce qui a conduit à des adaptations dans la conduite et la gestion des opérations.

Les sites de BASF ont mis en place un important dispositif de mesures sanitaires afin de sécuriser les personnes et assurer la livraison des commandes dans les délais impartis.

Par ailleurs, la société a bénéficié de certaines mesures d'accompagnements mis en place par le gouvernement tel que le chômage partiel.

Ce contexte particulier ne remet pas en cause l'arrêt des comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2020 selon le principe de continuité d'exploitation.

Projet de centralisation

Un projet de centralisation d'une partie des activités de services a été annoncé par le Groupe BASF. A ce stade il n'y a pas de plan détaillé au niveau de la France.

Réorganisation

Un projet de plan de sauvegarde de l'emploi a été présenté le 24 septembre 2020 suite à l'annonce d'une réorganisation du site de Breuil-Le-Sec.

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Opération de fusion

En date du 1^{er} février 2021, une opération de fusion absorption a été réalisée entre BASF France et Performance Polyamides rétroactivement au 1^{er} janvier 2020. Le total de l'actif apporté par Performance Polyamides est de 697 millions d'euros.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice 2020 sont établis en euros selon les principes et méthodes comptables définis par le Plan Comptable Général tel que présenté par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 du 5 juin 2014 (règlement homologué par arrêté du 8 Septembre 2014 publié au Journal officiel du 15 octobre 2014). L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Le règlement 2015-06 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 et modifie notamment pour les comptes annuels, les points suivants :

- les règles d'amortissement et de dépréciation des actifs corporels et incorporels, en particulier du fonds commercial ainsi que sa définition.
- le mali technique de fusion.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques à l'exception des immobilisations ayant fait l'objet d'une réévaluation légale.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers nécessite l'utilisation d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou/et compte de résultat, ainsi que sur les notes fournies dans l'annexe des comptes annuels.

Compte tenu du contexte économique et financier à fin décembre 2020, ces estimations peuvent devoir être révisées si les bases d'informations sur lesquelles elles ont été établies évoluent. Elles peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les principales estimations concernent les hypothèses retenues pour :

- L'évaluation et la dépréciation des actifs incorporels et corporels,
- L'évaluation des provisions et des engagements de retraite,
- L'évaluation de la valorisation des titres de participation.

1.1. Immobilisations

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production.
- Les actifs acquis à titre gratuit ou par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

Le mali-technique est comptabilisé en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières selon les actifs auxquels il est affecté. Il suit les mêmes règles d'amortissement et de dépréciation que les actifs sous-jacents auxquels il est affecté.

Les règles d'amortissement et de dépréciation des actifs incorporels et corporels portent sur la notion de durée d'utilisation limitée ou non des actifs immobilisés pour qualifier leur caractère amortissable.

Un actif immobilisé est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée.

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué à la clôture des comptes (article 214-15 du PCG). La valeur nette comptable de l'actif est alors comparée à sa valeur actuelle.

Immobilisations incorporelles

Les principales immobilisations incorporelles de l'entreprise sont les suivantes :

- Les frais d'établissement,
- Les frais de recherche et de développement,
- Les logiciels, brevets acquis ou créés en interne, marques et licences,
- Le fonds commercial,
- Autres actifs incorporels.

Conformément au règlement CRC 2004-06 sur les actifs applicables à compter du 1er janvier 2005, les critères suivants doivent être respectés afin de pouvoir inscrire à l'actif une immobilisation incorporelle :

- Le projet doit être clairement identifié, suivi de façon individualisée et fiable.
- Le projet doit avoir de sérieuses chances de réussite technique.
- Intention, capacité et assurance de la faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre.
- Avantages économiques futurs probables (c'est à dire l'avantage qu'a cet actif de contribuer, directement ou indirectement, à des flux nets de trésorerie au bénéfice de l'entité).
- Disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle.
- Capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses liées à cet actif au cours de son développement.

Fonds commercial

Le fonds commercial est constitué des éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entreprise. Il contient le solde résiduel du mali qui n'a pu être affecté (norme 2015-06 ANC).

Il est composé principalement de la clientèle, de l'achalandage, de l'enseigne, du nom commercial et, plus largement, des parts de marché.

Le fonds commercial est présumé avoir une durée d'utilisation non limitée. Cette présomption est réfutable lorsque sa durée d'utilisation est limitée en fonction de critères liés à son utilisation. Il est alors amorti sur sa durée d'utilisation ou si celle-ci ne peut être déterminée de façon fiable, sur une durée de 10 ans.

Le fonds commercial non amorti fait l'objet d'un test annuel de dépréciation systématique, qu'il y ait ou non un indice de perte de valeur. Il convient de déterminer si sa valeur actuelle est au moins égale à sa valeur comptable. Par contre, le fonds commercial amorti fait l'objet d'un test de dépréciation uniquement en présence d'un indice de perte de valeur à la clôture. Les dépréciations comptabilisées sur le fonds commercial ne sont jamais reprises au résultat.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. L'amortissement pratiqué, qu'il soit linéaire ou dégressif, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation réelle du bien.

Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Durée
Immeuble – Gros Oeuvre	20 à 25 ans
Constructions, agencements et aménagements divers	10 ans
Matériel de transport	4 ans
Installation Technique et Matériel	8 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans

Immobilisations financières

Conformément au règlement CRC n° 2004-06 qui a modifié le traitement comptable des titres à compter du 1er janvier 2005, les titres de participation acquis depuis cette date sont évalués selon les règles d'évaluation du coût d'entrée des actifs.

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat augmenté des coûts directement attribuables. Les actifs acquis par voie d'apport sont comptabilisés à la valeur figurant dans le traité d'apport.

Une provision est constatée lorsque la valeur d'utilité des titres devient inférieure à la valeur comptable. L'écart constaté fait l'objet d'une dépréciation des titres, puis, si nécessaire, des créances détenues sur la filiale et éventuellement complétée d'une provision pour risques et charges.

La valeur actuelle des titres s'apprécie par rapport à la quote-part de capitaux propres détenue, après prise en compte de la juste valeur des actifs et des passifs de la filiale.

Par dérogation au principe du PCG, les reprises de provisions relatives aux titres de participation sont comptabilisées en résultat exceptionnel en cas de cession de titres, afin que l'intégralité des incidences relatives à la cession soit constatée au niveau du résultat exceptionnel.

Amortissements dérogatoires

Nous considérons comme amortissement dérogatoires :

- Le supplément d'amortissement pratiqué dans le cadre du régime de l'aide fiscale à l'investissement.
- L'écart d'amortissement entre le calcul sur le mode de dépréciation linéaire et le mode dégressif.

3.2. Evaluation des stocks

Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition par application de la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production, qui comprend les consommations, les charges directes et les charges indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourant à la production. En revanche, le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Dépréciation des stocks

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure au cours du jour ou à la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, une dépréciation des stocks est comptabilisée pour le montant de la différence.

En outre, les stocks dormants sont comptabilisés avec une dépréciation à 100% lorsque les stocks sont identifiés comme étant à détruire.

3.3. Créances et dettes

Créances Clients et Comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée selon la modalité suivante :

Lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées, clients faisant l'objet d'une procédure judiciaire ou mis en demeure.

Dans ce contexte une provision est constituée à hauteur de 100% de la créance initiale HT.

Autres Créances

Les créances acquises ou apportées pour une valeur décotée sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou d'apport. L'écart entre la valeur nominale et la valeur d'acquisition ou d'apport n'est comptabilisé en profit qu'après encaissement d'un excédent par rapport au montant inscrit au bilan. Le risque d'irrecouvrabilité ne donne lieu à la constatation d'une dépréciation que si la perte par rapport au nominal de la créance excède le montant de la décote.

3.4. Provisions règlementées

Amortissements Dérogatoires

Les provisions règlementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant.

La contrepartie des provisions règlementées est comptabilisée en résultat exceptionnel.

Le montant de la dotation s'élève à 206 042 € et le montant de la reprise est de 760 768 € pour l'exercice 2020.

Le solde de cet amortissement dérogatoire au 31.12.2020 est de 7 618 856 €.

Provision pour Hausse de Prix

Elles sont calculées par articles et conformément à la règle fiscale. Le calcul de la Dotation pour l'exercice 2020 a été effectué sur l'ensemble des produits stockés. Ci-dessous les montants comptabilisés sur les cinq dernières années et à reprendre année après année :

Années	Montants
2016	223 924 €
2017	543 384 €
2018	659 329 €
2019	539 378 €
2020	329 832 €

3.5. Provisions pour risques et Charges

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en application du règlement CRC n° 2000- 06 sur les passifs. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

Remise de fin de Campagne et accord Commercial

La division Agro accorde à la plupart de ses clients des remises sur le chiffre d'affaires baptisées "remises de fin de campagne", dont le montant final est déterminé à la fin de la campagne relative au produit considéré. Par ailleurs, les accords de coopération personnalisés désignent diverses actions d'ordre commercial assurées par les distributeurs ou coopératives pour le compte de BASF France dans le cadre de la promotion des produits phytosanitaires BASF.

L'exercice comptable ne coïncidant pas avec les campagnes agricoles, l'évaluation de ces provisions au titre des remises de fin de campagne accordées par la division Agro (1 413 003 € au 31.12.2020), et des prestations facturées par les distributeurs (27 905 417 € au 31.12.2020) repose en grande partie sur des hypothèses budgétaires concernant le prix de vente par produit et par client, nets de remises accordées en fin de campagne, ainsi que des données historiques en la matière.

Depuis le 1er janvier 2019, en application de la loi EGALIM, la pratique des remises, rabais et ristournes ainsi que la différenciation des conditions de vente et la remise d'unités gratuites sont interdites lors de la vente de produits phytopharmaceutiques (à l'exception des solutions de bio contrôle). En application de ces interdictions, un même produit doit être proposé au même prix tarif à tous les clients. Compte tenu des cycles de commercialisation de ces produits (décalés par rapport à l'année civile), le plein effet de ces dispositions est constaté à partir de la campagne agricole 2020/2021. Ces pratiques sont également interdites depuis le 1er octobre 2019 lors de la vente de certains biocides.

Provision Environnementale

Une pollution de sous-sol et de la nappe phréatique a été identifiée sur le site de Clermont de l'Oise en 2006.

Conformément à la législation, le site étant classé Seveso et ayant obtenu la certification ISO 14001, une annonce publique de la pollution a été faite ainsi qu'un engagement de tout mettre en œuvre pour y remédier.

Le suivi du traitement de la pollution est effectué par un prestataire externe et des compétences internes au groupe.

Les traitements sont adaptés en fonction de l'analyse des résultats, des actions entreprises et des événements climatiques.

Une adaptation des différentes méthodes de traitement des sols est effectuée en fonction des résultats et peut conduire à une variation des coûts estimés restants à engager.

	2020	2019
Montant au 01 Janvier :	4 902 K€	5 143 K€
Dotations :	45 K€	80 K€
Reprises :	280 K€	321 K€

Chiffre d'affaires

Les revenus provenant des ventes de biens sont comptabilisés lorsque les principaux risques et avantages économiques liés à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Les revenus liés aux prestations de services sont comptabilisés en fonction de l'avancement des travaux à la clôture de l'exercice lorsqu'ils peuvent être mesurés de manière fiable.

Integration Fiscale

Le produit d'intégration fiscale n'est pas constaté en résultat, mais est différé au bilan pour tenir compte du risque de reversement aux sociétés membres du groupe fiscal.

Information sur la rémunération de dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants et aux membres des organes de direction :
Aucune information n'est fournie car elle reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Autres Fonds propres

La société a eu recours, dans le cadre des acquisitions des sociétés CIBA et COGNIS, à un financement par le biais d'obligations remboursables en actions (ORA) pour un montant de 337 000 000 € auprès de la maison mère. Ces ORA donnent lieu à une rémunération annuelle.

3.6. Dérogations aux principes comptables et changements de méthodes

Aucune dérogation n'est constatée et aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

4.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2020
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisation incorporelles	194 201 646	8 742		5 996 628	188 213 760
Total 1 Incorporelles	194 201 647	8 742		5 996 629	188 213 760
Terrains	17 511 825	11 850		962 663	16 561 012
Constructions sur sol propre	134 014 872	66 908	152 618	9 437 938	124 796 461
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....	29 223 510	3 890	1 422	1 708 920	27 519 902
Installations générales et agencements	4 883 822			192 978	4 690 844
Installations techniques, matériels et outillages	108 942 650	770 779	507 151	20 663 848	89 556 732
Matériel de transport	1 575 042	86 430	1 793		1 663 264
Matériel de bureau et informatique, mobilier	15 652 296	591 950	521 551	345 185	16 420 612
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	311 804 017	1 531 807	1 184 535	33 311 531	281 208 826
Immobilisations corporelles en cours	2 731 886	7 295 530	-1 184 135	516 226	8 326 655
Total 3 Encours Corporelles	2 731 886	7 295 530	-1 184 535	516 226	8 326 655
Acomptes					
TOTAL	508 737 550	8 836 078	0	39 824 386	477 749 241

Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité.

Cette année les cessions d'actifs sont aussi marquées par la sortie de l'activité construction qui a donné lieu à des sorties d'immobilisation (8 936 252 € en valeur nette comptable).

Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Tableau des amortissements techniques

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Diminutions ou reprises	Virement ou transfert	Au 31/12/2020
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	35 775 919	64 708	681 118		35 159 509
Total 1	35 775 919	64 708	681 118		35 159 509
Terrains					
Constructions	144 028 413	2 404 838	9 137 841		137 295 410
Installations générales et agencements	4 820 125	22 653	192 977		4 649 801
Installations techniques, matériels et outillages	84 242 930	4 367 688	15 252 042		73 358 576
Matériel de transport	1 470 703	31 897	0		1 502 601
Matériel de bureau informatique, mobilier	11 685 112	1 128 899	275 614		12 538 397
Emballages récupérables et divers					
Total 2	246 247 283	7 955 975	24 858 474		229 344 785
TOTAL	282 023 202	8 020 682	25 539 591		264 504 294

Provision pour dépréciation des immobilisations

Se référer au paragraphe [5.2. Etat des provisions](#).

4.2. Immobilisations financières

Tableau des mouvements de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2019	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2020	Provision	Valeur Nette au 31/12/2020
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations	492 560 824	685 152 692	52 012 504	1 125 701 012	116 746 849	1 008 954 162
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	749 351	10 115	134 872	624 594		624 594
TOTAL	493 310 175	685 162 807	52 147 376	1 126 325 606	116 746 849	1 009 578 756

La variation significative des autres participations est liée à :

- l'acquisition de la branche performance polyamides autrefois détenue par Solvay pour 608 millions d'euros ;
- au rachat de l'intégralité des titres de la société Sculpteo pour 25 millions d'euros ;
- la constitution et cession des titres de la société Master Builders Solutions pour 52 millions d'euros.

4.3. Comptes de stocks de marchandises et de travaux en cours

Le montant des stocks se décompose ainsi :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	Dépréciation	Solde au 31/12/2020
Matières premières	8 888 562		8 888 562
Marchandises	28 958 807	716 816	28 241 991
Produits finis	13 254 973	473 634	12 781 339
En-cours de production de biens	931 695		931 695
En-cours de production de services			
TOTAL	52 034 037	1 190 450	50 843 587

4.4. Provisions pour dépréciation des stocks et des créances

Se référer au paragraphe [5.2. Etat des provisions](#).

4.5. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 329 093 464 € en valeur brute au 31/12/2020 et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	624 595	147 891	476 703
Créances rattachées à des participations			
Prêts	254 990	147 891	107 099
Autres immobilisations financières	369 605	1	369 604
ACTIF CIRCULANT :	328 390 893	321 079 168	7 311 725
Clients	291 453 349	291 453 349	
Clients douteux	311 802	311 802	
Personnel et comptes rattachés	108 116	106 616	1 500
Organismes sociaux			
Etat : impôts et taxes diverses	16 671 867	16 671 867	
Groupe et associés	2 277 703	2 277 703	
Débiteurs divers	8 225 456	8 225 456	
Charges constatées d'avance	9 342 598	2 032 373	7 310 225
TOTAL	329 015 488	321 227 059	7 788 428
Montants des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	133 871		
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

L'état des échéances des créances ne comprend pas les avances et acomptes versés sur les commandes en cours.

4.6. Créances clients et comptes rattachés

CREANCES	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Créances clients et comptes rattachés	291 765 151	261 512	291 503 638	139 007 006
Autres créances	27 361 121		27 361 121	236 759 616
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	319 048 292	261 512	318 786 779	375 766 622

4.7. Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Etat - Produits à recevoir	1 205 564	70 000
Clients – Factures à établir	915 088	909 599
Fournisseurs – Avoir à recevoir	180 000	
Intérêts courus sur dépôts et cautionnements		
Intérêts courus sur compte courant		
TOTAL	2 300 652	979 599

4.8. Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 9 342 598 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
CHARGES D'EXPLOITATION	9 342 598	7 264 432
Garanties versées		
Loyers prépayés	345 189	187 291
Assurances prépayées	444 052	492 987
Autres prépaiements opérationnels	846 003	525 778
Participation au développement commercial	7 707 354	6 058 374
CHARGES FINANCIERES		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
TOTAL	9 342 598	7 264 432

Les charges constatées d'avance enregistrent les charges comptabilisées pendant l'exercice mais relatifs à un exercice ultérieur.

Ecarts de conversion

ECART ACTIF		ECART PASSIF	
	Euros		Euros
Diminution des créances	199 507	Diminution des dettes	62 424
Augmentation des dettes	139 186	Augmentation des créances	66 048
TOTAL	60 321	TOTAL	3 624

4.9. Créances concernant les entreprises liées

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations	1 109 213 926	476 073 739
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres immobilisations financières	2 210	2 210
Avances et acomptes versés sur commandes - actif Circulant		
Créances clients et comptes rattachés	44 917 455	49 077 259
Autres créances	6 241 951	229 930 768
Total Groupe et Associés	1 160 375 542	755 083 975

5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

5.1. Capitaux propres

Affectation des résultats de l'exercice 2019 :

Les comptes de l'exercice 2019 ont fait apparaître un résultat de 15 219 385 €. Selon la décision de l'AGO statuant sur les comptes, ce profit a été affecté dans le compte de report à nouveau :

- Report à nouveau antérieur 223 304 €
- Bénéfice de l'exercice 15 219 385 €

En conséquence le report à nouveau cumulé est de 15 442 689 €.

Par ailleurs, en date du 9 décembre 2019, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital de la société.

Le Président a réalisé cette augmentation de capital le 10 janvier 2020 ainsi le capital social est de 264 338 181 au 31.12.2020.

5.2. Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant :

Provisions pour risques

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Au 31/12/2020
Provisions pour litige prud'homal	1 532 751	115 000	414 680	1 233 071
Provisions pour garantie Clients				
Provisions pour perte de marchés à terme				
Provisions pour amendes pénalité				
Provisions pour pertes de change	80 050	60 321	80 050	60 321
TOTAL	1 612 801	175 321	494 730	1 293 392

Provisions pour charges

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Au 31/12/2020
Provisions pour pensions et obligations similaires	41 228 669	4 558 485	8 555 550	37 231 604
Provisions pour impôts	1 526 020		1 526 020	
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	16 689 805	16 011 744	10 610 958	22 090 591
TOTAL	59 444 494	21 421 285	21 543 584	59 322 195

Provision pour dépréciation des immobilisations

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Au 31/12/2020
Provisions sur immos incorporelles	13 000 405	20 000 000	3 747 944	29 252 461
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	116 746 849			116 746 849
Provisions autres immos financières				
TOTAL	129 747 254	20 000 000	3 747 944	145 999 310

Provision amortissements dérogatoires

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Au 31/12/2020
Amortissements dérogatoires	8 173 582	206 043	760 769	7 618 856
TOTAL	8 173 582	206 043	760 769	7 618 856

Provisions pour dépréciation des stocks

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Au 31/12/2020
Matières premières				
Produits finis	444 198	473 634	444 198	473 634
Marchandises	758 462	716 815	758 462	716 815
TOTAL	1 202 660	1 190 449	1 202 660	1 190 449

Provisions pour dépréciation des créances

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Au 31/12/2020
Poste : Clients douteux	561 438	59 034	358 960	261 512
Poste : Autres créances				
TOTAL	561 438	59 034	358 960	261 512

5.3. Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine				
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	203 592 248	203 592 248		
Fournisseurs et comptes rattachés	313 960 338	313 960 338		
Personnel et comptes rattachés	16 458 748	16 458 748		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 573 520	8 573 520		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfiques	3 344 528	811 020	2 533 508	
Taxe sur la valeur ajoutée	14 474 359	14 474 359		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	2 831 845	2 831 845		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	52 005 741	52 005 741		
Autres dettes	69 452 148	69 452 148		
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	18 741	18 741		
TOTAL	684 712 215	682 178 507	2 533 508	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	182 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Les autres dettes comprennent, entre autres, l'ajustement du prix d'acquisition des actions de la société Performance Polyamides pour 27 491 941€ et les dettes relatives aux accords de coopération promotionnel de la division agro pour 27 905 417 €.

L'état des échéances des dettes ne comprend pas les avances et acomptes reçus sur commandes en cours avec un montant de 103 076 €, ni les écarts de conversion passif avec un montant de 3 624 €.

5.4. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Rubriques	Exercice 2020	Exercice 2019
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 425 849	40 735 640
Dettes fiscales et sociales	21 219 280	24 889 002
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dette financières divers (dt empr. partic :)	28 857 423	37 022 566
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	103 076	194 762
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	56 762 840	30 607 813
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	18 741	
DETTES	147 387 209	133 449 783

5.5. Dettes sur les entreprises liées

Les montants concernant les entreprises liées correspondent à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Produits des émissions de titres participatifs	337 000 000	337 000 000
Emprunts et dettes financières divers	182 043 392	36 030 710
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	260 041 191	133 813 415
Autres dettes	113 625	698 426
Total Groupe et Associés	779 198 208	507 542 551

6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

6.1. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2020 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2020			Exercice 2019
	France	CEE + Export	Total	Total
Ventes de marchandises	1 036 677 344	44 560 765	1 081 238 109	440 886 245
Ventes de produits finis	62 148 607	120 432 999	182 581 605	270 055 040
Production vendue de services	19 509 009	40 915 728	60 424 737	95 024 880
Chiffre d'affaires	1 118 334 960	205 909 492	1 324 244 451	805 966 166
%	84,45 %	15,55 %	100,00 %	

La production vendue de services se décompose de la façon suivante :

Prestations de service	40 673 064 €
Commissions et courtage	2 103 385 €
Autres produits d'activités annexes	17 648 289 €

6.2. Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Production stockée	-5 185 799	270 509
Production immobilisée	628 824	499 493
Subvention d'exploitation	82 427	34 114
Autres produits divers, dont principalement gains de change	2 626 175	3 253 007
Reprise sur amortissement et provisions, transfert de charges	20 940 564	21 417 789
TOTAL	19 092 189	25 474 912

6.3. Rémunération du Commissaire aux comptes

Les honoraires compris dans le compte de résultat de BASF France SAS pour les missions confiées à ses commissaires aux comptes sont les suivants :

- 2020 : 180 000 €
- 2019 : 172 000 €

6.4. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à -24 328 044 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2020	Exercice 2019
PRODUITS FINANCIERS	95 373	32 607 134
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	32 861	45 550
Autres intérêts et produits assimilés	9 606	64 613
Reprises sur provisions et transferts de charges	52 906	32 496 971
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	24 423 417	54 075 742
Dotations financières aux amortissements et provisions	2 737 902	19 717 788
Intérêts et charges assimilées	21 685 515	34 357 954
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RESULTAT FINANCIER	-24 328 044	-21 468 608

Détail des produits financiers :

Rubriques	Exercice 2020
Différences positives de change	
Reprises sur provisions pour risques et charges financières	52 906
Autres produits financiers	42 467
REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERT DE CHARGES	95 373

Détail des charges financières :

Rubriques	Exercice 2020
Intérêts et charges assimilées	20 975 420
Escomptes accordés	677 740
Différences négatives de change	
Autres charges financières	32 355
Provision pour risques et charges financières	2 737 902
CHARGES FINANCIERES	24 423 417

6.5. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de 1 396 795 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2020	Exercice 2019
PRODUITS EXCEPTIONNELS	106 702 567	4 948 970
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	5 728 154	280 868
Produits exceptionnels sur opérations en capital	95 426 912	3 650 317
Reprises sur provisions et transferts de charges	5 547 502	1 017 784
CHARGES EXCEPTIONNELLES	105 305 772	12 592 413
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 630 422	115 070
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	66 939 476	3 200
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	32 735 874	12 474 143
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 396 795	-7 643 443

Détail des charges exceptionnelles

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2020
Dépréciation exceptionnelle mali technique division coatings	20 000 000
Valeur nette comptable des stocks cédés, division construction	5 226 851
Amortissements dérogatoires	206 042
Provision pour restructuration	12 200 000
Valeur nette comptable des éléments d'actifs (apport partiel d'actif)	14 926 972
Valeur nette comptable des éléments d'actifs (titres cédés)	52 012 504
Pénalités	401 920
Provision pour hausse de prix	329 832
Charges diverses sur exercice antérieur	1 650
TOTAL	105 305 772

Détail des produits exceptionnels

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2020
Provision hausse de prix	232 012
Reprise provision dépréciation fond de commerce division construction	4 390 121
Produits cession d'éléments d'actif division construction	47 095 805
Produits cession stocks division construction	5 710 645
Prix de cession division construction	48 331 107
Amortissements dérogatoires	760 768
Produits divers sur exercice antérieur	182 109
TOTAL	106 702 567

6.6. Transferts de charges

Rubriques	Exercice 2020	Exercice 2019
Transfert de charges : personnel	1 376 832	2 439 822
Transfert de charges : assurances	-33 589	91 063
Transfert de charges : récupération de TVA	-100 320	29 969
TOTAL	1 242 923	2 560 854

6.7. Impôt sur les bénéfices

La société BASF FRANCE SAS est membre d'un Groupe d'intégration fiscale ayant pour société mère, la société BASF FRANCE SAS .

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

		Exercice 2020
Bénéfice comptable avant impôt de l'exercice (6 995 215
1.	Réintégrations fiscale	74 828 010
2.	Déductions fiscales	33 120 818
Détermination du résultat fiscal		BENEFICE
Résultat fiscal		48 702 407
Impôt sur les sociétés		- 15 536 274
Crédit d'impôt (CIR + Mécénat)		2 817 833
Impôt dû sur Exercice Antérieur (dont charge d'IS relative au contrôle fiscale)		- 1 453 070
Retenue à la source		- 10 814
Economie d'IS à reverser		8 138 881
Economie d'Impôt (Intégration Fiscale)		- 857 128
Résultat Après Impôt		94 643

Ventilation Charge d'Impôt	Exercice 2020
Résultat courant avant impôt (comprend le montant de la participation)	5 598 420
Impôt dû après réintégrations & déductions	- 5 359 411
Résultat courant après impôt	239 009
Résultat exceptionnel	1 396 795
Impôt dû après réintégrations & déductions	- 10 176 863
Résultat exceptionnel après impôt	- 8 780 068
Crédit d'impôt	2 817 833
Résultat	- 5 723 226
Impôt dû sur Exercice Antérieur	- 1 453 070
Retenue à la source	- 10 814
Economie d'IS à reverser	8 138 881
Economie d'Impôt (Intégration Fiscale)	- 857 128
Résultat net	94 643

L'impôt dû relatif aux résultats courant et exceptionnel a été calculé en multipliant le taux effectif d'imposition par les résultats courants et exceptionnels comptables, corrigé des réintégrations et déductions fiscales des charges courantes et exceptionnelles.

Fiscalité différée

BASES	A l'ouverture de l'exercice (K€)	Variations en résultat de l'exercice (K€)	A la clôture de l'exercice (K€)
Evaluations dérogatoires en vue d'obtenir des allègements fiscaux :			
Provisions réglementées :	- 8 164 282	554 726	- 7 609 556
Différences entre le régime fiscal et le traitement comptable de certains produits ou charges :			
Immobilisations Incorporelles	29 093 040	- 8 903 876	20 189 164
Stocks	408 235	- 32 285	375 950
Provision pour indemnité de départ à la retraite	33 978 507	- 3 515 940	30 462 567
Provision dépréciation des créances Clients	508 895	424 091	932 986
Autres Provisions	15 926 408	23 303 406	39 229 814
Charges à payer	1 620 340	2 613 071	4 233 411
Ecart de conversion actif	114 095	82 261	196 356
Ecart de conversion Passif	- 238 659	- 141 418	- 380 077
TOTAL	73 246 579	14 384 036	87 630 615

IMPOTS	A l'ouverture de l'exercice (K€)	Variations en résultat de l'exercice (K€)	A la clôture de l'exercice
Evaluations dérogatoires en vue d'obtenir des allègements fiscaux :			
Provisions réglementées :	- 2 108 834	143 286	- 1 965 548
Différences entre le régime fiscal et le traitement comptable de certains produits ou charges :			
Immobilisations Incorporelles	7 514 732	- 2 299 871	5 214 861
Stocks	130 717	- 23 909	106 808
Provision pour indemnité de départ à la retraite	8 776 648	- 908 167	7 868 481
Provision dépréciation des créances Clients	162 948	102 113	265 061
Autres Provisions	5 248 306	5 961 374	11 209 680
Charges à payer	518 833	683 879	1 202 712
Ecart de conversion actif	36 533	19 252	55 785
Ecart de conversion Passif	- 76 419	- 31 561	- 107 980
TOTAL	20 203 464	3 646 396	23 849 860

7. INFORMATIONS DIVERSES

7.1. Effectif moyen du personnel salarié

Sur l'année fiscale 2020, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2020	31/12/2020	31/12/2019
Ingénieurs et cadres	708	708
Agents de maîtrise	312	437
Employés et Techniciens	19	22
Ouvriers	99	114
Autres	56	61
TOTAL	1 194	1 342
<i>Dont apprentis</i>	34	32

L'effectif, défini par l'article D 123-200 du code de commerce, ne tient plus compte du personnel mis à disposition (personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté).

7.2. Identité de la société mère consolidante

BASF Societas Europeas (SE) à LUDWIGSHAFEN (RHEIN) (Allemagne)

Conformément à l'article R 233-15 du Code du commerce, la société est exemptée en tant que mère de sous-groupe d'établir des comptes consolidés et un rapport sur la gestion de ce groupe dans la mesure où les conditions suivantes sont réunies :

Aucun actionnaire représentant au moins 1/10ème ou plus du capital social ne s'est opposé à ladite exemption.

Les comptes individuels de la société ainsi que ceux des sociétés qu'elle contrôle sur lesquelles elle exerce une influence notable, sont intégrés globalement (ou mis en équivalence) dans les comptes consolidés de l'ensemble le plus grand (BASF Societas Européas).

7.3. Liste des filiales et des participations

	Capital	Autres capitaux propres	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable brute des titres détenus	Valeur comptable nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés au cours de l'exercice	Date de clôture
BASF Beauty Care Solutions SAS *	8 964 480	77 257 688	100.00	162 904 003	162 904 003		26 317	46 113 019	5 613 295		31/12/2020
BASF Performance Products France SAS *	40 906 050	3 138 076	100.00	130 240 315	67 935 315		17 075	46 425 088	8 841 987		31/12/2020
BASF Health and Care Products France SAS *	2 003 478	14 869 462	100.00	121 718 000	69 018 000		933	173 417 981	3 002 508		31/12/2020
BASF Coatings Services SAS *	3 917 760	3 133 698	100.00	7 353 449	5 611 600		3 500	28 704 388	308 037		31/12/2020
BASF Agri-Productions SAS *	28 117 145	41 220 651	100.00	57 196 049	57 196 049		9 629	571 979 210	10 107 175		31/12/2020
Société Foncière et Industrielle SAS *	7 140 000	1 985 243	92.86	6 632 242	6 632 242			3 962 776	155 348		31/12/2020
Setup Performance SAS *	294 220	914 788	100.00	2 615 762	2 615 762		15 000	4 185 453	29 478		31/12/2020
Nunhems France SAS *	564 061	3 133 132	100.00	3 900 000	3 900 000			17 780 557	837 461		31/12/2020
BASF Performance Polyamides France SAS *	55 202 256	539 764 793	100.00	607 863 941	607 863 941			503 647 347	4 462 301		31/12/2020
SCULPTEO SAS **	2 750 184	62 306 328	100.00	25 277 247	25 277 247			4 822 690	-2 275 570		31/12/2020

* Chiffres 2020 définitifs

** Données 2020 provisoires

7.4. Rémunération des organes d'administration

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait à donner une rémunération individuelle.

7.5. Engagements financiers Hors-Bilan

Engagements donnés

Engagements donnés	Filiales et participations	Autres entreprises liées	Tiers	Total au 31/12/2020	Total au 31/12/2019
Cautions de contre-garantie sur marchés			11 211 940	11 211 940	11 211 940
Bail immobilisations	33 642		2 245 303	2 278 945	2 381 273
	33 642		15 457 243	13 293 213	13 293 213

Engagements reçus

Engagements reçus	Filiales et participations	Autres entreprises liées	Tiers	Total au 31/12/2019	Total au 31/12/2018
Avals, cautions et garantie reçues					
Créances assorties de garantie					
Abandon de créances avec clause de retour à meilleure fortune					
Chèques de caution					
	0	0	0	0	0

7.6. Engagements sur le personnel

Engagement Retraites et Avantages Similaires

Les engagements retraites et avantages similaires sont comptabilisés conformément à la recommandation CNC n° 2003-R.01 du 1er avril 2003 ; ces engagements comprennent les indemnités de départ à la retraite et les avantages liés à l'ancienneté (prime jubilee et médailles du travail).

Les provisions correspondantes sont déterminées selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées.

Les dotations et les reprises concernant l'actualisation des provisions à la Retraite et des primes d'anniversaires sont passées directement dans le compte de résultat.

Le coût Financier de la période ainsi que la part des écarts actuariels relative au changement du taux d'actualisation sont constatés en résultat Financier, ce qui représente une charge de 2 670 777 €.

Le coût des services rendus au cours de la période est constaté dans le résultat d'exploitation, soit un produit de 2 276 624 €.

Ainsi, la provision est de 37 231 604 € au 31.12.2020

Hypothèses Utilisées

Taux de rotation du personnel :

Age	Cadres	Non Cadres
20 - 24	14.00%	8.00 %
25 - 29	14.00%	8.00 %
30 - 34	8.00%	4.00 %
35 - 39	5.00%	1.00%
40 - 44	2.00%	0.50%
45 - 49	0.50%	Nul
Au-delà de 50	Nul	Nul

Hypothèses	Cadres	Non Cadres
Taux d'Actualisation	0.35 %	0.35 %
Taux de Rendements d'actifs		
IFRS	0.35 %	0.35 %
French GAAP – AGRO	2.00 %	2.00 %
French GAAP – CAVDI	3.00 %	3.00 %
Taux d'inflation	2.00 %	2.00 %
Croissances des salaires	3.00 %	3.00 %
Table de mortalité		
• Avant départ à la retraite	Insee TV/TD 2014-2016	Insee TV/TD 2014-2016
• Après départ à la retraite	TGH/TGF 2005	TGH/TGF 2005
Age de départ en retraite		
• Pour les salariés exposés à l'amiante selon la durée d'exposition	< 60	< 60
Pour les autres		
◆ Nés avant le 01.01.1957	63	62
◆ Nés après le 31.12.1956	65	63
Age de début d'activité		
◆ Nés avant le 01.01.1957	22	20
◆ Nés après le 31.12.1956	23	21
Conditions de départ	Volontariat	Volontariat
Taux de charges sociales		
◆ Retraites et Jubilés		
AGRO	53.36%	53.36%
Construction Chemicals	49.42%	49.42%
Coatings	49.88%	49.88%
Industrie & Services	54.77%	54.77%
Performance Material	48.81%*	48.81%*
◆ Plans additionnels (taux sur contribution)	12.00 %	12.00 %

* Pour les jubilés : les charges salariales sont à la charge de l'employeur. Les charges sociales totales sont de 62.02% pour les dirigeants, 61.91% pour les cadres et 63.89% pour les non cadres.

SAS BASF FRANCE SAS

 **BASF**

We create chemistry

SAS BASF FRANCE SAS
49 Av Georges Pompidou

92593 Levallois-Perret
FRANCE

BASF France SAS
Société par actions simplifiée unipersonnelle
Au capital de 264.338.181 €
Siège social : 49, avenue Georges Pompidou
92593 LEVALLOIS-PERRET CEDEX
RCS NANTERRE 542 069 158

EXTRAIT

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 30 JUIN 2021**

.....

« PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et du rapport du commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2020, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes de cet exercice se soldant par un bénéfice de 94 643 €.

Conformément à l'article 39-4 du CGI, l'associé unique approuve le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés, s'élevant à 1 245 204 € et l'impôt correspondant d'une somme de 348 657 €.

Il approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique précise qu'au cours de l'exercice écoulé, il n'a pas été conclu de convention nouvelle dite « réglementée ».

TROISIEME DECISION

Sur proposition du Président, l'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice qui s'élève à 94 643 €, au compte report à nouveau cumulé, de la manière suivante :

• Bénéfice de l'exercice	94 643 €
• Affectation à la réserve légale	<u>- 4 732 €</u>
• Bénéfice distribuable	89 911 €
• Report à nouveau antérieur	15 442 689 €

En conséquence, le report à nouveau cumulé s'élève à 15 532 600 €

L'associé unique rappelle enfin le montant par action des dividendes versés au titre des trois exercices antérieurs à savoir :

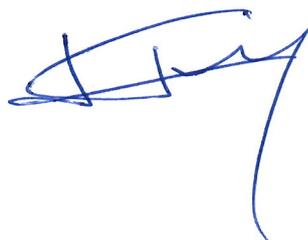
Exercice	Dividende net
2017	85 000 000 €
2018	22 000 000 €
2019	néant

QUATRIEME DECISION

L'associé unique confère tous pouvoirs au Président et/ou au Directeur Général de BASF France SAS à l'effet de signer tous documents relatifs à l'approbation des comptes et d'accomplir toutes formalités auprès du Registre du Commerce. »

*Extrait certifié conforme par le Président
Monsieur Thierry HERNING*

Signature :

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Thierry HERNING', written in a cursive style.



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

BASF France S.A.S.

***Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2020
BASF France S.A.S.

49, avenue Georges Pompidou - 92593 Levallois-Perret Cedex

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

BASF France S.A.S.

49, avenue Georges Pompidou - 92593 Levallois-Perret Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'associé unique de la société BASF France S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BASF France S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de droit
anglais ("private company limited by
guarantee").

Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels qui vous sont adressés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 14 juin 2021

KPMG S.A.

Didier Oger

Associé

2020

 **BASF**

We create chemistry

COMPTES ANNUELS

SAS BASF FRANCE SAS

49 Avenue Georges Pompidou
LEVALLOIS PERRET – France

SIREN : 542069158

EXERCICE CLOS LE 31/12/2020

I. BILAN AU 31/12/2020

A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	29 680 712	29 147 498	533 214	597 922
Fonds commercial	158 524 306	35 264 472	123 259 834	144 827 401
Autres immobilisations incorporelles	8 743		8 743	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	0		0	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	16 561 012		16 561 012	17 511 825
Constructions	152 316 363	137 295 410	15 020 953	19 209 969
Installations techniques, mat. et outillage	89 556 732	73 358 576	16 198 156	24 699 720
Autres immobilisations corporelles	22 774 720	18 690 799	4 083 921	4 135 219
Immobilisations en cours	8 326 655		8 326 655	2 731 886
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 125 701 012	116 746 849	1 008 954 162	375 813 975
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	254 990		254 990	388 862
Autres immobilisations financières	369 605		369 605	360 490
ACTIF IMMOBILISE	1 604 074 847	410 503 603	1 193 571 243	590 277 267
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	8 888 562		8 888 562	9 065 460
En-cours de production de biens	931 695		931 695	1 043 095
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	13 254 973	473 634	12 781 339	17 885 174
Marchandises	28 958 807	716 816	28 241 991	28 908 877
Avances, acomptes versés sur commandes	86 583		86 583	200 111
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	291 765 151	261 512	291 503 638	139 007 006
Autres créances	27 283 141		27 283 141	236 759 616
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (Donc actions propres) :				
Disponibilités	0		0	226 840
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	9 342 598		9 342 598	7 264 432
ACTIF CIRCULANT	380 511 511	1 451 962	379 059 549	440 360 610
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	60 321		60 321	78 637
TOTAL GENERAL	1 984 646 679	411 955 566	1 572 691 113	1 030 716 514

B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2020	Exercice 2019
Capital social ou individuel (dont versé : 264 338 181)	264 338 181	94 335 981
Primes d'émission, de fusion, d'apport	182 292 327	182 292 327
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	9 433 598	9 433 598
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	8 536 711	8 536 711
Report à nouveau	15 442 689	223 304
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	94 643	15 219 385
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	10 118 461	10 575 367
CAPITAUX PROPRES	490 256 610	320 616 673
Produits des émissions de titres participatifs	337 000 000	337 000 000
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES	337 000 000	337 000 000
Provisions pour risques	5 960 456	6 514 896
Provisions pour charges	54 655 132	54 542 399
PROVISIONS	60 615 588	61 057 295
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	203 592 248	37 022 566
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	103 076	194 762
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	313 960 338	185 109 338
Dettes fiscales et sociales	45 683 000	59 026 970
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	121 457 889	30 607 813
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	18 741	
DETTES	684 815 291	311 961 449
Ecarts de conversion passif	3 624	81 097
TOTAL GENERAL	1 572 691 113	1 030 716 514

II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2020

Rubriques	Exercice 2020			Exercice 2019
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	1 036 677 344	44 560 765	1 081 238 109	440 886 245
Production vendue de biens	62 148 607	120 432 999	182 581 605	270 055 040
Production vendue de services	19 509 009	40 915 728	60 424 737	95 024 880
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 118 334 960	205 909 492	1 324 244 451	805 966 166
Production stockée			-5 185 799	270 509
Production immobilisée			628 824	499 493
Subventions d'exploitation			82 427	34 114
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			20 940 563	21 417 789
Autres produits			2 626 175	3 253 007
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 343 336 640	831 441 077
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			911 172 533	324 546 101
Variation de stock (marchandises)			708 532	-14 832 627
Achats de matières premières et autres approvisionnements			83 241 230	131 285 946
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			176 897	1 315 248
Autres achats et charges externes			150 179 939	148 733 424
Impôts, taxes et versements assimilés			15 938 276	13 080 898
Salaires et traitements			70 822 589	81 116 798
Charges sociales			52 378 725	57 603 882
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			8 020 682	9 640 570
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 249 484	1 345 024
Dotations aux provisions			6 569 944	10 701 528
Autres charges			10 960 785	11 084 543
CHARGES D'EXPLOITATION			1 311 419 616	775 621 336
			RESULTAT D'EXPLOITATION	31 917 023
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			95 373	32 607 134
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			32 861	45 550
Autres intérêts et produits assimilés			9 606	64 613
Reprises sur provisions et transferts de charges			52 906	32 496 971
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			24 423 417	54 075 742
Dotations financières aux amortissements et provisions			2 737 902	19 717 788
Intérêts et charges assimilées			21 685 515	34 357 954
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			RESULTAT FINANCIER	-24 328 044
				-21 468 608

RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	7 588 979	34 351 133
PRODUITS EXCEPTIONNELS	106 702 567	4 948 970
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	5 728 154	280 868
Produits exceptionnels sur opérations en capital	95 426 912	3 650 317
Reprises sur provisions et transferts de charges	5 547 502	1 017 784
CHARGES EXCEPTIONNELLES	105 305 772	12 592 413
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 630 422	115 070
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	66 939 476	3 200
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	32 735 874	12 474 143
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 396 795	-7 643 443
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 990 559	
Impôts sur les bénéfices	6 900 571	11 488 305
TOTAL DES PRODUITS	1 450 134 580	868 997 182
TOTAL DES CHARGES	1 450 039 936	853 777 797
BENEFICE OU PERTE	94 643	15 219 385

III. ANNEXE

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	8	<i>Tableau des amortissements.....</i>	<i>18</i>
2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE.....	9	<i>Provision pour dépréciation des immobilisations.....</i>	<i>18</i>
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	10	4.1. 19	
1.1. IMMOBILISATIONS.....	10	4.2. IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	19
3.1. 11		4.3. COMPTES DE STOCKS DE MARCHANDISES ET DE TRAVAUX EN COURS.....	19
<i>Immobilisations incorporelles.....</i>	<i>11</i>	4.4. PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES.....	20
<i>Immobilisations corporelles.....</i>	<i>12</i>	4.5. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES.....	20
<i>Immobilisations financières.....</i>	<i>12</i>	4.6. CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES ...	21
<i>Amortissements dérogatoires.....</i>	<i>13</i>	4.7. PRODUITS A RECEVOIR.....	21
3.2. EVALUATION DES STOCKS.....	13	4.8. COMPTES DE REGULARISATION.....	21
<i>Dépréciation des stocks.....</i>	<i>13</i>	<i>Charges constatées d'avance.....</i>	<i>21</i>
3.3. CREANCES ET DETTES.....	13	<i>Ecarts de conversion.....</i>	<i>22</i>
<i>Créances Clients et Comptes rattachés.....</i>	<i>13</i>	4.9. CREANCES CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES.....	22
<i>Autres Créances.....</i>	<i>14</i>	5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF.....	23
3.4. PROVISIONS REGLEMENTEES.....	14	5.1. CAPITAUX PROPRES.....	23
<i>Amortissements Dérogatoires.....</i>	<i>14</i>	5.2. ETAT DES PROVISIONS.....	23
<i>Provision pour Hausse de Prix.....</i>	<i>14</i>	<i>Provisions pour risques.....</i>	<i>23</i>
3.5. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.....	14	<i>Provisions pour charges.....</i>	<i>24</i>
<i>Remise de fin de Campagne et accord Commercial.....</i>	<i>15</i>	<i>Provision pour dépréciation des immobilisations.....</i>	<i>24</i>
<i>Provision Environnementale.....</i>	<i>15</i>	<i>Provision amortissements dérogatoires ...</i>	<i>24</i>
<i>Chiffre d'affaires.....</i>	<i>16</i>	<i>Provisions pour dépréciation des stocks..</i>	<i>25</i>
<i>Integration Fiscale.....</i>	<i>16</i>	<i>Provisions pour dépréciation des créances.....</i>	<i>25</i>
<i>Information sur la rémunération de dirigeants.....</i>	<i>16</i>	5.3. ETATS DES ECHEANCES DES DETTES.....	26
<i>Autres Fonds propres.....</i>	<i>16</i>	5.4. CHARGES A PAYER.....	27
3.6. DEROGATIONS AUX PRINCIPES GENERAUX.....	16	5.5. DETTES SUR LES ENTREPRISES LIEES.....	27
4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF.....	17	6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	28
4.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLE.....	17	6.1. VENTILATION DU MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES.....	28
<i>Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice.....</i>	<i>17</i>	6.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION.....	28
		6.3. REMUNERATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES.....	28
		6.4. RESULTAT FINANCIER.....	29
		6.5. RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	30

<i>Détail des charges exceptionnelles</i>	30	7.3. LISTE DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS	35
<i>Détail des produits exceptionnels</i>	31	7.4. REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION	36
6.6. TRANSFERTS DE CHARGES	31	7.5. ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS-BILAN.....	36
6.7. IMPOT SUR LES BENEFICES	32	<i>Engagements donnés</i>	36
<i>Ventilation de l'impôt sur les bénéfices</i>	32	<i>Engagements reçus</i>	36
<i>Fiscalité différée</i>	33	7.6. ENGAGEMENTS SUR LE PERSONNEL	37
7. INFORMATIONS DIVERSES.....	34	<i>Engagement Retraites et Avantages Similaires</i>	37
7.1. EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL SALARIE	34	<i>Hypothèses Utilisées</i>	37
7.2. IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANTE...34			

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Changement du modèle de distribution du groupe BASF (Project Switch)

Afin de se conformer aux nouvelles règles édictées par l'OCDE (l'Organisation de Coopération et de Développement Economique), la société BASF France a adapté son modèle de distribution en France au 1^{er} janvier 2020. Depuis cette date, l'entité juridique du groupe BASF agissant comme vendeur en France est désormais toujours BASF France. Par conséquent, toutes les commandes passées depuis le 1^{er} janvier 2020 inclus, sont réceptionnées, exécutées et facturées directement par BASF France.

Augmentation du capital

En date du 9 décembre 2019, l'associé unique a décidé de porter son capital social à la somme de 264 338 181 euros. Le Président a réalisé cette augmentation de capital le 10 janvier 2020.

Achat des actions de la Société SCULPTEO SAS

En date du 21 juillet 2020, la société BASF France SAS a acheté la totalité des actions de la société SCULPTEO SAS à la société BASF New Business GmbH pour un montant de 25 277 246,72 €.

Achat des actions de la société Performance Polyamides SAS

En date du 31 janvier 2020, BASF France SAS a acquis auprès de la société Rhodia Opérations SAS la totalité des actions de la société Performance Polyamides SAS pour un montant de 607 863 941 €.

Division EB « Construction Chemicals »

En date du 30 juin 2020, BASF France SAS a fait apport de sa branche complète et autonome d'activité EB à sa filiale « Master Builders Solutions France SAS ».

Le 30 septembre 2020, BASF France SAS a cédé la totalité des actions de sa filiale Master Builders Solutions France SAS à la société LSF11 Skyscraper France pour un montant de 45 051 607 €.

COVID-19

L'activité de la société a été impactée par la pandémie Covid-19 survenue en début d'année 2020 et qui s'est poursuivie jusqu'à la date d'arrêt des comptes, ce qui a conduit à des adaptations dans la conduite et la gestion des opérations.

Les sites de BASF ont mis en place un important dispositif de mesures sanitaires afin de sécuriser les personnes et assurer la livraison des commandes dans les délais impartis.

Par ailleurs, la société a bénéficié de certaines mesures d'accompagnements mis en place par le gouvernement tel que le chômage partiel.

Ce contexte particulier ne remet pas en cause l'arrêt des comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2020 selon le principe de continuité d'exploitation.

Projet de centralisation

Un projet de centralisation d'une partie des activités de services a été annoncé par le Groupe BASF. A ce stade il n'y a pas de plan détaillé au niveau de la France.

Réorganisation

Un projet de plan de sauvegarde de l'emploi a été présenté le 24 septembre 2020 suite à l'annonce d'une réorganisation du site de Breuil-Le-Sec.

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Opération de fusion

En date du 1^{er} février 2021, une opération de fusion absorption a été réalisée entre BASF France et Performance Polyamides rétroactivement au 1^{er} janvier 2020. Le total de l'actif apporté par Performance Polyamides est de 697 millions d'euros.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice 2020 sont établis en euros selon les principes et méthodes comptables définis par le Plan Comptable Général tel que présenté par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 du 5 juin 2014 (règlement homologué par arrêté du 8 Septembre 2014 publié au Journal officiel du 15 octobre 2014). L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Le règlement 2015-06 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 et modifie notamment pour les comptes annuels, les points suivants :

- les règles d'amortissement et de dépréciation des actifs corporels et incorporels, en particulier du fonds commercial ainsi que sa définition.
- le mali technique de fusion.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques à l'exception des immobilisations ayant fait l'objet d'une réévaluation légale.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers nécessite l'utilisation d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou/et compte de résultat, ainsi que sur les notes fournies dans l'annexe des comptes annuels.

Compte tenu du contexte économique et financier à fin décembre 2020, ces estimations peuvent devoir être révisées si les bases d'informations sur lesquelles elles ont été établies évoluent. Elles peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les principales estimations concernent les hypothèses retenues pour :

- L'évaluation et la dépréciation des actifs incorporels et corporels,
- L'évaluation des provisions et des engagements de retraite,
- L'évaluation de la valorisation des titres de participation.

1.1. Immobilisations

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production.
- Les actifs acquis à titre gratuit ou par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

Le mali-technique est comptabilisé en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières selon les actifs auxquels il est affecté. Il suit les mêmes règles d'amortissement et de dépréciation que les actifs sous-jacents auxquels il est affecté.

Les règles d'amortissement et de dépréciation des actifs incorporels et corporels portent sur la notion de durée d'utilisation limitée ou non des actifs immobilisés pour qualifier leur caractère amortissable.

Un actif immobilisé est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée.

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué à la clôture des comptes (article 214-15 du PCG). La valeur nette comptable de l'actif est alors comparée à sa valeur actuelle.

Immobilisations incorporelles

Les principales immobilisations incorporelles de l'entreprise sont les suivantes :

- Les frais d'établissement,
- Les frais de recherche et de développement,
- Les logiciels, brevets acquis ou créés en interne, marques et licences,
- Le fonds commercial,
- Autres actifs incorporels.

Conformément au règlement CRC 2004-06 sur les actifs applicables à compter du 1er janvier 2005, les critères suivants doivent être respectés afin de pouvoir inscrire à l'actif une immobilisation incorporelle :

- Le projet doit être clairement identifié, suivi de façon individualisée et fiable.
- Le projet doit avoir de sérieuses chances de réussite technique.
- Intention, capacité et assurance de la faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre.
- Avantages économiques futurs probables (c'est à dire l'avantage qu'a cet actif de contribuer, directement ou indirectement, à des flux nets de trésorerie au bénéfice de l'entité).
- Disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle.
- Capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses liées à cet actif au cours de son développement.

Fonds commercial

Le fonds commercial est constitué des éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entreprise. Il contient le solde résiduel du mali qui n'a pu être affecté (norme 2015-06 ANC).

Il est composé principalement de la clientèle, de l'achalandage, de l'enseigne, du nom commercial et, plus largement, des parts de marché.

Le fonds commercial est présumé avoir une durée d'utilisation non limitée. Cette présomption est réfutable lorsque sa durée d'utilisation est limitée en fonction de critères liés à son utilisation. Il est alors amorti sur sa durée d'utilisation ou si celle-ci ne peut être déterminée de façon fiable, sur une durée de 10 ans.

Le fonds commercial non amorti fait l'objet d'un test annuel de dépréciation systématique, qu'il y ait ou non un indice de perte de valeur. Il convient de déterminer si sa valeur actuelle est au moins égale à sa valeur comptable. Par contre, le fonds commercial amorti fait l'objet d'un test de dépréciation uniquement en présence d'un indice de perte de valeur à la clôture. Les dépréciations comptabilisées sur le fonds commercial ne sont jamais reprises au résultat.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. L'amortissement pratiqué, qu'il soit linéaire ou dégressif, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation réelle du bien.

Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Durée
Immeuble – Gros Oeuvre	20 à 25 ans
Constructions, agencements et aménagements divers	10 ans
Matériel de transport	4 ans
Installation Technique et Matériel	8 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans

Immobilisations financières

Conformément au règlement CRC n° 2004-06 qui a modifié le traitement comptable des titres à compter du 1er janvier 2005, les titres de participation acquis depuis cette date sont évalués selon les règles d'évaluation du coût d'entrée des actifs.

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat augmenté des coûts directement attribuables. Les actifs acquis par voie d'apport sont comptabilisés à la valeur figurant dans le traité d'apport.

Une provision est constatée lorsque la valeur d'utilité des titres devient inférieure à la valeur comptable. L'écart constaté fait l'objet d'une dépréciation des titres, puis, si nécessaire, des créances détenues sur la filiale et éventuellement complétée d'une provision pour risques et charges.

La valeur actuelle des titres s'apprécie par rapport à la quote-part de capitaux propres détenue, après prise en compte de la juste valeur des actifs et des passifs de la filiale.

Par dérogation au principe du PCG, les reprises de provisions relatives aux titres de participation sont comptabilisées en résultat exceptionnel en cas de cession de titres, afin que l'intégralité des incidences relatives à la cession soit constatée au niveau du résultat exceptionnel.

Amortissements dérogatoires

Nous considérons comme amortissement dérogatoires :

- Le supplément d'amortissement pratiqué dans le cadre du régime de l'aide fiscale à l'investissement.
- L'écart d'amortissement entre le calcul sur le mode de dépréciation linéaire et le mode dégressif.

3.2. Evaluation des stocks

Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition par application de la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production, qui comprend les consommations, les charges directes et les charges indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourant à la production. En revanche, le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Dépréciation des stocks

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure au cours du jour ou à la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, une dépréciation des stocks est comptabilisée pour le montant de la différence.

En outre, les stocks dormants sont comptabilisés avec une dépréciation à 100% lorsque les stocks sont identifiés comme étant à détruire.

3.3. Créances et dettes

Créances Clients et Comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée selon la modalité suivante :

Lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées, clients faisant l'objet d'une procédure judiciaire ou mis en demeure.

Dans ce contexte une provision est constituée à hauteur de 100% de la créance initiale HT.

Autres Créances

Les créances acquises ou apportées pour une valeur décotée sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou d'apport. L'écart entre la valeur nominale et la valeur d'acquisition ou d'apport n'est comptabilisé en profit qu'après encaissement d'un excédent par rapport au montant inscrit au bilan. Le risque d'irrecouvrabilité ne donne lieu à la constatation d'une dépréciation que si la perte par rapport au nominal de la créance excède le montant de la décote.

3.4. Provisions règlementées

Amortissements Dérogatoires

Les provisions règlementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant.

La contrepartie des provisions règlementées est comptabilisée en résultat exceptionnel.

Le montant de la dotation s'élève à 206 042 € et le montant de la reprise est de 760 768 € pour l'exercice 2020.

Le solde de cet amortissement dérogatoire au 31.12.2020 est de 7 618 856 €.

Provision pour Hausse de Prix

Elles sont calculées par articles et conformément à la règle fiscale. Le calcul de la Dotation pour l'exercice 2020 a été effectué sur l'ensemble des produits stockés. Ci-dessous les montants comptabilisés sur les cinq dernières années et à reprendre année après année :

Années	Montants
2016	223 924 €
2017	543 384 €
2018	659 329 €
2019	539 378 €
2020	329 832 €

3.5. Provisions pour risques et Charges

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en application du règlement CRC n° 2000- 06 sur les passifs. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

Remise de fin de Campagne et accord Commercial

La division Agro accorde à la plupart de ses clients des remises sur le chiffre d'affaires baptisées "remises de fin de campagne", dont le montant final est déterminé à la fin de la campagne relative au produit considéré. Par ailleurs, les accords de coopération personnalisés désignent diverses actions d'ordre commercial assurées par les distributeurs ou coopératives pour le compte de BASF France dans le cadre de la promotion des produits phytosanitaires BASF.

L'exercice comptable ne coïncidant pas avec les campagnes agricoles, l'évaluation de ces provisions au titre des remises de fin de campagne accordées par la division Agro (1 413 003 € au 31.12.2020), et des prestations facturées par les distributeurs (27 905 417 € au 31.12.2020) repose en grande partie sur des hypothèses budgétaires concernant le prix de vente par produit et par client, nets de remises accordées en fin de campagne, ainsi que des données historiques en la matière.

Depuis le 1er janvier 2019, en application de la loi EGALIM, la pratique des remises, rabais et ristournes ainsi que la différenciation des conditions de vente et la remise d'unités gratuites sont interdites lors de la vente de produits phytopharmaceutiques (à l'exception des solutions de bio contrôle). En application de ces interdictions, un même produit doit être proposé au même prix tarif à tous les clients. Compte tenu des cycles de commercialisation de ces produits (décalés par rapport à l'année civile), le plein effet de ces dispositions est constaté à partir de la campagne agricole 2020/2021. Ces pratiques sont également interdites depuis le 1er octobre 2019 lors de la vente de certains biocides.

Provision Environnementale

Une pollution de sous-sol et de la nappe phréatique a été identifiée sur le site de Clermont de l'Oise en 2006.

Conformément à la législation, le site étant classé Seveso et ayant obtenu la certification ISO 14001, une annonce publique de la pollution a été faite ainsi qu'un engagement de tout mettre en œuvre pour y remédier.

Le suivi du traitement de la pollution est effectué par un prestataire externe et des compétences internes au groupe.

Les traitements sont adaptés en fonction de l'analyse des résultats, des actions entreprises et des événements climatiques.

Une adaptation des différentes méthodes de traitement des sols est effectuée en fonction des résultats et peut conduire à une variation des coûts estimés restants à engager.

	2020	2019
Montant au 01 Janvier :	4 902 K€	5 143 K€
Dotations :	45 K€	80 K€
Reprises :	280 K€	321 K€

Chiffre d'affaires

Les revenus provenant des ventes de biens sont comptabilisés lorsque les principaux risques et avantages économiques liés à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Les revenus liés aux prestations de services sont comptabilisés en fonction de l'avancement des travaux à la clôture de l'exercice lorsqu'ils peuvent être mesurés de manière fiable.

Integration Fiscale

Le produit d'intégration fiscale n'est pas constaté en résultat, mais est différé au bilan pour tenir compte du risque de reversement aux sociétés membres du groupe fiscal.

Information sur la rémunération de dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants et aux membres des organes de direction :
Aucune information n'est fournie car elle reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Autres Fonds propres

La société a eu recours, dans le cadre des acquisitions des sociétés CIBA et COGNIS, à un financement par le biais d'obligations remboursables en actions (ORA) pour un montant de 337 000 000 € auprès de la maison mère. Ces ORA donnent lieu à une rémunération annuelle.

3.6. Dérogations aux principes comptables et changements de méthodes

Aucune dérogation n'est constatée et aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

4.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2020
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisation incorporelles	194 201 646	8 742		5 996 628	188 213 760
Total 1 Incorporelles	194 201 647	8 742		5 996 629	188 213 760
Terrains	17 511 825	11 850		962 663	16 561 012
Constructions sur sol propre	134 014 872	66 908	152 618	9 437 938	124 796 461
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....	29 223 510	3 890	1 422	1 708 920	27 519 902
Installations générales et agencements	4 883 822			192 978	4 690 844
Installations techniques, matériels et outillages	108 942 650	770 779	507 151	20 663 848	89 556 732
Matériel de transport	1 575 042	86 430	1 793		1 663 264
Matériel de bureau et informatique, mobilier	15 652 296	591 950	521 551	345 185	16 420 612
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	311 804 017	1 531 807	1 184 535	33 311 531	281 208 826
Immobilisations corporelles en cours	2 731 886	7 295 530	-1 184 135	516 226	8 326 655
Total 3 Encours Corporelles	2 731 886	7 295 530	-1 184 535	516 226	8 326 655
Acomptes					
TOTAL	508 737 550	8 836 078	0	39 824 386	477 749 241

Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité.

Cette année les cessions d'actifs sont aussi marquées par la sortie de l'activité construction qui a donné lieu à des sorties d'immobilisation (8 936 252 € en valeur nette comptable).

Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Tableau des amortissements techniques

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Diminutions ou reprises	Virement ou transfert	Au 31/12/2020
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	35 775 919	64 708	681 118		35 159 509
Total 1	35 775 919	64 708	681 118		35 159 509
Terrains					
Constructions	144 028 413	2 404 838	9 137 841		137 295 410
Installations générales et agencements	4 820 125	22 653	192 977		4 649 801
Installations techniques, matériels et outillages	84 242 930	4 367 688	15 252 042		73 358 576
Matériel de transport	1 470 703	31 897	0		1 502 601
Matériel de bureau informatique, mobilier	11 685 112	1 128 899	275 614		12 538 397
Emballages récupérables et divers					
Total 2	246 247 283	7 955 975	24 858 474		229 344 785
TOTAL	282 023 202	8 020 682	25 539 591		264 504 294

Provision pour dépréciation des immobilisations

Se référer au paragraphe [5.2. Etat des provisions](#).

4.2. Immobilisations financières

Tableau des mouvements de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2019	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2020	Provision	Valeur Nette au 31/12/2020
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations	492 560 824	685 152 692	52 012 504	1 125 701 012	116 746 849	1 008 954 162
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	749 351	10 115	134 872	624 594		624 594
TOTAL	493 310 175	685 162 807	52 147 376	1 126 325 606	116 746 849	1 009 578 756

La variation significative des autres participations est liée à :

- l'acquisition de la branche performance polyamides autrefois détenue par Solvay pour 608 millions d'euros ;
- au rachat de l'intégralité des titres de la société Sculpteo pour 25 millions d'euros ;
- la constitution et cession des titres de la société Master Builders Solutions pour 52 millions d'euros.

4.3. Comptes de stocks de marchandises et de travaux en cours

Le montant des stocks se décompose ainsi :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	Dépréciation	Solde au 31/12/2020
Matières premières	8 888 562		8 888 562
Marchandises	28 958 807	716 816	28 241 991
Produits finis	13 254 973	473 634	12 781 339
En-cours de production de biens	931 695		931 695
En-cours de production de services			
TOTAL	52 034 037	1 190 450	50 843 587

4.4. Provisions pour dépréciation des stocks et des créances

Se référer au paragraphe [5.2. Etat des provisions](#).

4.5. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 329 093 464 € en valeur brute au 31/12/2020 et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	624 595	147 891	476 703
Créances rattachées à des participations			
Prêts	254 990	147 891	107 099
Autres immobilisations financières	369 605	1	369 604
ACTIF CIRCULANT :	328 390 893	321 079 168	7 311 725
Clients	291 453 349	291 453 349	
Clients douteux	311 802	311 802	
Personnel et comptes rattachés	108 116	106 616	1 500
Organismes sociaux			
Etat : impôts et taxes diverses	16 671 867	16 671 867	
Groupe et associés	2 277 703	2 277 703	
Débiteurs divers	8 225 456	8 225 456	
Charges constatées d'avance	9 342 598	2 032 373	7 310 225
TOTAL	329 015 488	321 227 059	7 788 428
Montants des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	133 871		
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

L'état des échéances des créances ne comprend pas les avances et acomptes versés sur les commandes en cours.

4.6. Créances clients et comptes rattachés

CREANCES	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Créances clients et comptes rattachés	291 765 151	261 512	291 503 638	139 007 006
Autres créances	27 361 121		27 361 121	236 759 616
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	319 048 292	261 512	318 786 779	375 766 622

4.7. Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Etat - Produits à recevoir	1 205 564	70 000
Clients – Factures à établir	915 088	909 599
Fournisseurs – Avoir à recevoir	180 000	
Intérêts courus sur dépôts et cautionnements		
Intérêts courus sur compte courant		
TOTAL	2 300 652	979 599

4.8. Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 9 342 598 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
CHARGES D'EXPLOITATION	9 342 598	7 264 432
Garanties versées		
Loyers prépayés	345 189	187 291
Assurances prépayées	444 052	492 987
Autres prépaiements opérationnels	846 003	525 778
Participation au développement commercial	7 707 354	6 058 374
CHARGES FINANCIERES		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
TOTAL	9 342 598	7 264 432

Les charges constatées d'avance enregistrent les charges comptabilisées pendant l'exercice mais relatifs à un exercice ultérieur.

Ecarts de conversion

ECART ACTIF		ECART PASSIF	
	Euros		Euros
Diminution des créances	199 507	Diminution des dettes	62 424
Augmentation des dettes	139 186	Augmentation des créances	66 048
TOTAL	60 321	TOTAL	3 624

4.9. Créances concernant les entreprises liées

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations	1 109 213 926	476 073 739
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres immobilisations financières	2 210	2 210
Avances et acomptes versés sur commandes - actif Circulant		
Créances clients et comptes rattachés	44 917 455	49 077 259
Autres créances	6 241 951	229 930 768
Total Groupe et Associés	1 160 375 542	755 083 975

5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

5.1. Capitaux propres

Affectation des résultats de l'exercice 2019 :

Les comptes de l'exercice 2019 ont fait apparaître un résultat de 15 219 385 €. Selon la décision de l'AGO statuant sur les comptes, ce profit a été affecté dans le compte de report à nouveau :

- Report à nouveau antérieur 223 304 €
- Bénéfice de l'exercice 15 219 385 €

En conséquence le report à nouveau cumulé est de 15 442 689 €.

Par ailleurs, en date du 9 décembre 2019, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital de la société.

Le Président a réalisé cette augmentation de capital le 10 janvier 2020 ainsi le capital social est de 264 338 181 au 31.12.2020.

5.2. Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant :

Provisions pour risques

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Au 31/12/2020
Provisions pour litige prud'homal	1 532 751	115 000	414 680	1 233 071
Provisions pour garantie Clients				
Provisions pour perte de marchés à terme				
Provisions pour amendes pénalité				
Provisions pour pertes de change	80 050	60 321	80 050	60 321
TOTAL	1 612 801	175 321	494 730	1 293 392

Provisions pour charges

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Au 31/12/2020
Provisions pour pensions et obligations similaires	41 228 669	4 558 485	8 555 550	37 231 604
Provisions pour impôts	1 526 020		1 526 020	
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	16 689 805	16 011 744	10 610 958	22 090 591
TOTAL	59 444 494	21 421 285	21 543 584	59 322 195

Provision pour dépréciation des immobilisations

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Au 31/12/2020
Provisions sur immos incorporelles	13 000 405	20 000 000	3 747 944	29 252 461
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	116 746 849			116 746 849
Provisions autres immos financières				
TOTAL	129 747 254	20 000 000	3 747 944	145 999 310

Provision amortissements dérogatoires

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Au 31/12/2020
Amortissements dérogatoires	8 173 582	206 043	760 769	7 618 856
TOTAL	8 173 582	206 043	760 769	7 618 856

Provisions pour dépréciation des stocks

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Au 31/12/2020
Matières premières				
Produits finis	444 198	473 634	444 198	473 634
Marchandises	758 462	716 815	758 462	716 815
TOTAL	1 202 660	1 190 449	1 202 660	1 190 449

Provisions pour dépréciation des créances

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Au 31/12/2020
Poste : Clients douteux	561 438	59 034	358 960	261 512
Poste : Autres créances				
TOTAL	561 438	59 034	358 960	261 512

5.3. Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine				
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	203 592 248	203 592 248		
Fournisseurs et comptes rattachés	313 960 338	313 960 338		
Personnel et comptes rattachés	16 458 748	16 458 748		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 573 520	8 573 520		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfiques	3 344 528	811 020	2 533 508	
Taxe sur la valeur ajoutée	14 474 359	14 474 359		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	2 831 845	2 831 845		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	52 005 741	52 005 741		
Autres dettes	69 452 148	69 452 148		
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	18 741	18 741		
TOTAL	684 712 215	682 178 507	2 533 508	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	182 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Les autres dettes comprennent, entre autres, l'ajustement du prix d'acquisition des actions de la société Performance Polyamides pour 27 491 941€ et les dettes relatives aux accords de coopération promotionnel de la division agro pour 27 905 417 €.

L'état des échéances des dettes ne comprend pas les avances et acomptes reçus sur commandes en cours avec un montant de 103 076 €, ni les écarts de conversion passif avec un montant de 3 624 €.

5.4. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Rubriques	Exercice 2020	Exercice 2019
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 425 849	40 735 640
Dettes fiscales et sociales	21 219 280	24 889 002
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dette financières divers (dt empr. partic :)	28 857 423	37 022 566
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	103 076	194 762
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	56 762 840	30 607 813
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	18 741	
DETTES	147 387 209	133 449 783

5.5. Dettes sur les entreprises liées

Les montants concernant les entreprises liées correspondent à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Produits des émissions de titres participatifs	337 000 000	337 000 000
Emprunts et dettes financières divers	182 043 392	36 030 710
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	260 041 191	133 813 415
Autres dettes	113 625	698 426
Total Groupe et Associés	779 198 208	507 542 551

6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

6.1. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2020 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2020			Exercice 2019
	France	CEE + Export	Total	Total
Ventes de marchandises	1 036 677 344	44 560 765	1 081 238 109	440 886 245
Ventes de produits finis	62 148 607	120 432 999	182 581 605	270 055 040
Production vendue de services	19 509 009	40 915 728	60 424 737	95 024 880
Chiffre d'affaires	1 118 334 960	205 909 492	1 324 244 451	805 966 166
%	84,45 %	15,55 %	100,00 %	

La production vendue de services se décompose de la façon suivante :

Prestations de service	40 673 064 €
Commissions et courtage	2 103 385 €
Autres produits d'activités annexes	17 648 289 €

6.2. Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Production stockée	-5 185 799	270 509
Production immobilisée	628 824	499 493
Subvention d'exploitation	82 427	34 114
Autres produits divers, dont principalement gains de change	2 626 175	3 253 007
Reprise sur amortissement et provisions, transfert de charges	20 940 564	21 417 789
TOTAL	19 092 189	25 474 912

6.3. Rémunération du Commissaire aux comptes

Les honoraires compris dans le compte de résultat de BASF France SAS pour les missions confiées à ses commissaires aux comptes sont les suivants :

- 2020 : 180 000 €
- 2019 : 172 000 €

6.4. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à -24 328 044 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2020	Exercice 2019
PRODUITS FINANCIERS	95 373	32 607 134
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	32 861	45 550
Autres intérêts et produits assimilés	9 606	64 613
Reprises sur provisions et transferts de charges	52 906	32 496 971
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	24 423 417	54 075 742
Dotations financières aux amortissements et provisions	2 737 902	19 717 788
Intérêts et charges assimilées	21 685 515	34 357 954
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RESULTAT FINANCIER	-24 328 044	-21 468 608

Détail des produits financiers :

Rubriques	Exercice 2020
Différences positives de change	
Reprises sur provisions pour risques et charges financières	52 906
Autres produits financiers	42 467
REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERT DE CHARGES	95 373

Détail des charges financières :

Rubriques	Exercice 2020
Intérêts et charges assimilées	20 975 420
Escomptes accordés	677 740
Différences négatives de change	
Autres charges financières	32 355
Provision pour risques et charges financières	2 737 902
CHARGES FINANCIERES	24 423 417

6.5. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de 1 396 795 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2020	Exercice 2019
PRODUITS EXCEPTIONNELS	106 702 567	4 948 970
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	5 728 154	280 868
Produits exceptionnels sur opérations en capital	95 426 912	3 650 317
Reprises sur provisions et transferts de charges	5 547 502	1 017 784
CHARGES EXCEPTIONNELLES	105 305 772	12 592 413
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 630 422	115 070
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	66 939 476	3 200
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	32 735 874	12 474 143
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 396 795	-7 643 443

Détail des charges exceptionnelles

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2020
Dépréciation exceptionnelle mali technique division coatings	20 000 000
Valeur nette comptable des stocks cédés, division construction	5 226 851
Amortissements dérogatoires	206 042
Provision pour restructuration	12 200 000
Valeur nette comptable des éléments d'actifs (apport partiel d'actif)	14 926 972
Valeur nette comptable des éléments d'actifs (titres cédés)	52 012 504
Pénalités	401 920
Provision pour hausse de prix	329 832
Charges diverses sur exercice antérieur	1 650
TOTAL	105 305 772

Détail des produits exceptionnels

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2020
Provision hausse de prix	232 012
Reprise provision dépréciation fond de commerce division construction	4 390 121
Produits cession d'éléments d'actif division construction	47 095 805
Produits cession stocks division construction	5 710 645
Prix de cession division construction	48 331 107
Amortissements dérogatoires	760 768
Produits divers sur exercice antérieur	182 109
TOTAL	106 702 567

6.6. Transferts de charges

Rubriques	Exercice 2020	Exercice 2019
Transfert de charges : personnel	1 376 832	2 439 822
Transfert de charges : assurances	-33 589	91 063
Transfert de charges : récupération de TVA	-100 320	29 969
TOTAL	1 242 923	2 560 854

6.7. Impôt sur les bénéfices

La société BASF FRANCE SAS est membre d'un Groupe d'intégration fiscale ayant pour société mère, la société BASF FRANCE SAS .

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

		Exercice 2020
Bénéfice comptable avant impôt de l'exercice (6 995 215
1.	Réintégrations fiscale	74 828 010
2.	Déductions fiscales	33 120 818
Détermination du résultat fiscal		BENEFICE
Résultat fiscal		48 702 407
Impôt sur les sociétés		- 15 536 274
Crédit d'impôt (CIR + Mécénat)		2 817 833
Impôt dû sur Exercice Antérieur (dont charge d'IS relative au contrôle fiscale)		- 1 453 070
Retenue à la source		- 10 814
Economie d'IS à reverser		8 138 881
Economie d'Impôt (Intégration Fiscale)		- 857 128
Résultat Après Impôt		94 643

Ventilation Charge d'Impôt	Exercice 2020
Résultat courant avant impôt (comprend le montant de la participation)	5 598 420
Impôt dû après réintégrations & déductions	- 5 359 411
Résultat courant après impôt	239 009
Résultat exceptionnel	1 396 795
Impôt dû après réintégrations & déductions	- 10 176 863
Résultat exceptionnel après impôt	- 8 780 068
Crédit d'impôt	2 817 833
Résultat	- 5 723 226
Impôt dû sur Exercice Antérieur	- 1 453 070
Retenue à la source	- 10 814
Economie d'IS à reverser	8 138 881
Economie d'Impôt (Intégration Fiscale)	- 857 128
Résultat net	94 643

L'impôt dû relatif aux résultats courant et exceptionnel a été calculé en multipliant le taux effectif d'imposition par les résultats courants et exceptionnels comptables, corrigé des réintégrations et déductions fiscales des charges courantes et exceptionnelles.

Fiscalité différée

BASES	A l'ouverture de l'exercice (K€)	Variations en résultat de l'exercice (K€)	A la clôture de l'exercice (K€)
Evaluations dérogatoires en vue d'obtenir des allègements fiscaux :			
Provisions réglementées :	- 8 164 282	554 726	- 7 609 556
Différences entre le régime fiscal et le traitement comptable de certains produits ou charges :			
Immobilisations Incorporelles	29 093 040	- 8 903 876	20 189 164
Stocks	408 235	- 32 285	375 950
Provision pour indemnité de départ à la retraite	33 978 507	- 3 515 940	30 462 567
Provision dépréciation des créances Clients	508 895	424 091	932 986
Autres Provisions	15 926 408	23 303 406	39 229 814
Charges à payer	1 620 340	2 613 071	4 233 411
Ecart de conversion actif	114 095	82 261	196 356
Ecart de conversion Passif	- 238 659	- 141 418	- 380 077
TOTAL	73 246 579	14 384 036	87 630 615

IMPOTS	A l'ouverture de l'exercice (K€)	Variations en résultat de l'exercice (K€)	A la clôture de l'exercice
Evaluations dérogatoires en vue d'obtenir des allègements fiscaux :			
Provisions réglementées :	- 2 108 834	143 286	- 1 965 548
Différences entre le régime fiscal et le traitement comptable de certains produits ou charges :			
Immobilisations Incorporelles	7 514 732	- 2 299 871	5 214 861
Stocks	130 717	- 23 909	106 808
Provision pour indemnité de départ à la retraite	8 776 648	- 908 167	7 868 481
Provision dépréciation des créances Clients	162 948	102 113	265 061
Autres Provisions	5 248 306	5 961 374	11 209 680
Charges à payer	518 833	683 879	1 202 712
Ecart de conversion actif	36 533	19 252	55 785
Ecart de conversion Passif	- 76 419	- 31 561	- 107 980
TOTAL	20 203 464	3 646 396	23 849 860

7. INFORMATIONS DIVERSES

7.1. Effectif moyen du personnel salarié

Sur l'année fiscale 2020, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2020	31/12/2020	31/12/2019
Ingénieurs et cadres	708	708
Agents de maîtrise	312	437
Employés et Techniciens	19	22
Ouvriers	99	114
Autres	56	61
TOTAL	1 194	1 342
<i>Dont apprentis</i>	34	32

L'effectif, défini par l'article D 123-200 du code de commerce, ne tient plus compte du personnel mis à disposition (personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté).

7.2. Identité de la société mère consolidante

BASF Societas Europeas (SE) à LUDWIGSHAFEN (RHEIN) (Allemagne)

Conformément à l'article R 233-15 du Code du commerce, la société est exemptée en tant que mère de sous-groupe d'établir des comptes consolidés et un rapport sur la gestion de ce groupe dans la mesure où les conditions suivantes sont réunies :

Aucun actionnaire représentant au moins 1/10ème ou plus du capital social ne s'est opposé à ladite exemption.

Les comptes individuels de la société ainsi que ceux des sociétés qu'elle contrôle sur lesquelles elle exerce une influence notable, sont intégrés globalement (ou mis en équivalence) dans les comptes consolidés de l'ensemble le plus grand (BASF Societas Européas).

7.3. Liste des filiales et des participations

	Capital	Autres capitaux propres	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable brute des titres détenus	Valeur comptable nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés au cours de l'exercice	Date de clôture
BASF Beauty Care Solutions SAS *	8 964 480	77 257 688	100.00	162 904 003	162 904 003		26 317	46 113 019	5 613 295		31/12/2020
BASF Performance Products France SAS *	40 906 050	3 138 076	100.00	130 240 315	67 935 315		17 075	46 425 088	8 841 987		31/12/2020
BASF Health and Care Products France SAS *	2 003 478	14 869 462	100.00	121 718 000	69 018 000		933	173 417 981	3 002 508		31/12/2020
BASF Coatings Services SAS *	3 917 760	3 133 698	100.00	7 353 449	5 611 600		3 500	28 704 388	308 037		31/12/2020
BASF Agri-Productions SAS *	28 117 145	41 220 651	100.00	57 196 049	57 196 049		9 629	571 979 210	10 107 175		31/12/2020
Société Foncière et Industrielle SAS *	7 140 000	1 985 243	92.86	6 632 242	6 632 242			3 962 776	155 348		31/12/2020
Setup Performance SAS *	294 220	914 788	100.00	2 615 762	2 615 762		15 000	4 185 453	29 478		31/12/2020
Nunhems France SAS *	564 061	3 133 132	100.00	3 900 000	3 900 000			17 780 557	837 461		31/12/2020
BASF Performance Polyamides France SAS *	55 202 256	539 764 793	100.00	607 863 941	607 863 941			503 647 347	4 462 301		31/12/2020
SCULPTEO SAS **	2 750 184	62 306 328	100.00	25 277 247	25 277 247			4 822 690	-2 275 570		31/12/2020

* Chiffres 2020 définitifs

** Données 2020 provisoires

7.4. Rémunération des organes d'administration

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait à donner une rémunération individuelle.

7.5. Engagements financiers Hors-Bilan

Engagements donnés

Engagements donnés	Filiales et participations	Autres entreprises liées	Tiers	Total au 31/12/2020	Total au 31/12/2019
Cautions de contre-garantie sur marchés			11 211 940	11 211 940	11 211 940
Bail immobilisations	33 642		2 245 303	2 278 945	2 381 273
	33 642		15 457 243	13 293 213	13 293 213

Engagements reçus

Engagements reçus	Filiales et participations	Autres entreprises liées	Tiers	Total au 31/12/2019	Total au 31/12/2018
Avals, cautions et garantie reçues					
Créances assorties de garantie					
Abandon de créances avec clause de retour à meilleure fortune					
Chèques de caution					
	0	0	0	0	0

7.6. Engagements sur le personnel

Engagement Retraites et Avantages Similaires

Les engagements retraites et avantages similaires sont comptabilisés conformément à la recommandation CNC n° 2003-R.01 du 1er avril 2003 ; ces engagements comprennent les indemnités de départ à la retraite et les avantages liés à l'ancienneté (prime jubilee et médailles du travail).

Les provisions correspondantes sont déterminées selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées.

Les dotations et les reprises concernant l'actualisation des provisions à la Retraite et des primes d'anniversaires sont passées directement dans le compte de résultat.

Le coût Financier de la période ainsi que la part des écarts actuariels relative au changement du taux d'actualisation sont constatés en résultat Financier, ce qui représente une charge de 2 670 777 €.

Le coût des services rendus au cours de la période est constaté dans le résultat d'exploitation, soit un produit de 2 276 624 €.

Ainsi, la provision est de 37 231 604 € au 31.12.2020

Hypothèses Utilisées

Taux de rotation du personnel :

Age	Cadres	Non Cadres
20 - 24	14.00%	8.00 %
25 - 29	14.00%	8.00 %
30 - 34	8.00%	4.00 %
35 - 39	5.00%	1.00%
40 - 44	2.00%	0.50%
45 - 49	0.50%	Nul
Au-delà de 50	Nul	Nul

Hypothèses	Cadres	Non Cadres
Taux d'Actualisation	0.35 %	0.35 %
Taux de Rendements d'actifs		
IFRS	0.35 %	0.35 %
French GAAP – AGRO	2.00 %	2.00 %
French GAAP – CAVDI	3.00 %	3.00 %
Taux d'inflation	2.00 %	2.00 %
Croissances des salaires	3.00 %	3.00 %
Table de mortalité		
• Avant départ à la retraite	Insee TV/TD 2014-2016	Insee TV/TD 2014-2016
• Après départ à la retraite	TGH/TGF 2005	TGH/TGF 2005
Age de départ en retraite		
• Pour les salariés exposés à l'amiante selon la durée d'exposition	< 60	< 60
Pour les autres		
◆ Nés avant le 01.01.1957	63	62
◆ Nés après le 31.12.1956	65	63
Age de début d'activité		
◆ Nés avant le 01.01.1957	22	20
◆ Nés après le 31.12.1956	23	21
Conditions de départ	Volontariat	Volontariat
Taux de charges sociales		
◆ Retraites et Jubilés		
AGRO	53.36%	53.36%
Construction Chemicals	49.42%	49.42%
Coatings	49.88%	49.88%
Industrie & Services	54.77%	54.77%
Performance Material	48.81%*	48.81%*
◆ Plans additionnels (taux sur contribution)	12.00 %	12.00 %

* Pour les jubilés : les charges salariales sont à la charge de l'employeur. Les charges sociales totales sont de 62.02% pour les dirigeants, 61.91% pour les cadres et 63.89% pour les non cadres.

SAS BASF FRANCE SAS

 **BASF**

We create chemistry

SAS BASF FRANCE SAS
49 Av Georges Pompidou

92593 Levallois-Perret
FRANCE